



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 1

## **Loi modifiant la Loi sur les installations électriques**

---

**Présentation**

DE 22 1989

**Présenté par  
M. Yves Séguin  
Ministre du Travail**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1989**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur les installations électriques afin de permettre au gouvernement d'interdire la vente et la location d'appareils électriques qui n'ont pas été approuvés par les organismes reconnus, qu'il s'agisse d'appareils faisant partie ou non d'une installation électrique.*

*Ce projet prévoit également que, dans les cas établis par règlement, le détenteur d'une licence doit, avant de commencer des travaux, en posséder les plans et devis dont copie doit être transmise au bureau des examinateurs avec la demande de permis. Par ailleurs, les sommes exigibles pour l'émission d'une licence seront désormais fixées par règlement et toute fausse déclaration lors d'une demande de raccordement sera passible des peines prévues relativement aux déclarations faites lors de demandes de délivrance de licences et de permis.*

*De plus, ce projet permet que les pouvoirs d'inspection confiés à des personnes autres que des inspecteurs nommés en vertu de la Loi sur les installations électriques puissent être exercés de façon permanente et précise la nature des travaux d'installation électrique devant faire l'objet d'une demande de permis.*

*Enfin, ce projet abroge des dispositions désuètes et apporte les modifications de concordance nécessaires.*

# Projet de loi 1

## Loi modifiant la Loi sur les installations électriques

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01) est remplacé par le suivant:

« **1.** Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux mines au sens de l'article 218 de la Loi sur les mines (1987, chapitre 64). ».

**2.** L'article 2 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 5°.

**3.** L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **3.** Dans les cas prévus par règlement, le détenteur d'une licence doit, avant de commencer les travaux d'une installation électrique nouvelle, des additions ou des modifications à une installation électrique existante, posséder les plans et devis de tels travaux. Une copie de ces plans et devis doit être transmise au bureau des examinateurs avec la demande de permis.

Ces plans et devis doivent contenir les renseignements exigés par règlement. ».

**4.** L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « ou modifications » par les mots « , modifications ou réparations ».

**5.** L'article 5 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « , sous les pénalités ci-après édictées, ».

**6.** L'article 6 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**7.** L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « et d'approbation des plans prévus par l'article 3 ».

**8.** L'article 10 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) interdire de vendre, de louer, d'installer ou d'utiliser tous fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs, appareils et matériaux, non approuvés pour des fins d'installations électriques par les organismes qu'il détermine ; » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *b.1*) interdire de vendre ou de louer des fils, câbles, accessoires et appareils pouvant être alimentés à partir d'une installation électrique et qui n'ont pas été approuvés par les organismes qu'il détermine ; » ;

3° par l'addition, après le paragraphe *d*, du suivant :

« *e*) déterminer les cas où des fils, câbles, accessoires et appareils pouvant être alimentés à partir d'une installation électrique peuvent être exemptés de l'application de la présente loi ou des règlements aux conditions qu'il peut fixer. ».

**9.** L'article 16.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, du mot « temporairement ».

**10.** L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans les huitième et neuvième lignes, des mots « ou un certificat émis par le bureau des examinateurs, ».

**11.** L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1° du premier alinéa.

**12.** Les articles 25 et 26 de cette loi sont abrogés.

**13.** L'article 27 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « pour approbation de plans, ».

**14.** L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, des mots « d'un certificat » par les mots « d'une demande de raccordement ».

**15.** L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, des mots « de six mois » par les mots « d'un an ».

**16.** L'intitulé de la section IX de cette loi est modifié par la suppression des mots « ET DU SECRÉTAIRE ».

**17.** Les articles 39, 40 et 42 de cette loi sont abrogés.

**18.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sauf l'article 12 qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.